



DECLARATION de la délégation FSU au CAEN du 5 Mai

Mesdames et Messieurs les membres du CAEN

La crise sanitaire inédite que nous vivons a le mérite de rappeler que des notions oubliées ces derniers temps sont essentielles pour que les sociétés continuent de fonctionner : solidarité, services publics, équité, droits, etc. Tout un vocabulaire absent de la matrice néolibérale propre au gouvernement d'E. Macron. Cette crise aura montré que les premier.es de corvée sont essentiel.les dans notre société : les personnels soignants, les caissier.es, les chauffeur.es routiers, les enseignant.es... Par contre, à aucun moment, ne se rendent indispensables les traders, les dirigeant.es des fonds de pension, les boursicoteur.es. Bref, celles et ceux dont les seuls intérêts résident dans un capitalisme mondialisé débridé et remettant en cause sans cesse les droits des travailleur.euses. Les personnels de l'Éducation, des établissements scolaires et des centres de formation publics, comme des milliers d'autres salarié.es, ont pleinement contribué au fonctionnement de notre société durant cette période et ce malgré des ministres (EN et Agriculture) complètement déconnectés des réalités de terrain et qui devront rendre des comptes concernant leur gestion calamiteuse de la situation.

E. Philippe a tracé les grandes lignes du déconfinement en donnant très peu de réponses concrètes à nos multiples questions. Il a même parlé d'un possible report de la reprise. Si nous en sommes là, c'est à cause de la décision arbitraire d'E. Macron de rouvrir les écoles, des injonctions paradoxales, des mensonges, de l'impréparation, de la précipitation et du fait que ce gouvernement n'a jamais su prendre réellement en compte la gravité de la crise. Saura-t-on un jour pourquoi seules les écoles ouvrent le 11 mai quand, dans le même temps, les établissements du secondaire restent fermés ? Pourquoi des groupes de 15 quand le conseil scientifique parle de groupes de 5 et surtout qu'on parle de réunions privées limitées à 10 personnes ? Comment ne pas s'interroger sur la faisabilité de nombre de consignes du protocole sanitaire national qui vient tout juste de sortir ? Comment expliquer ce retour à l'école sur la base du « volontariat » qui bouscule les enjeux d'une école républicaine ? Vous comprendrez aisément que pour la FSU, le 11 mai, la reprise est impossible. Il ne s'agit pas que d'une question concernant l'école, mais la société dans son ensemble. La crise sanitaire que nous connaissons est un fait social, sociétal et l'école est inscrite dans la société. Il est de la responsabilité d'E. Macron de l'entendre et de revenir sur sa décision pour que la communauté éducative puisse travailler sur une reprise en septembre en toute sérénité, comme le conseil scientifique l'a conseillé en tout premier lieu.

Si la « reprise » de la vie sociale est l'issue à atteindre, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité sanitaire pour tous. La santé des travailleurs, des enfants et de leurs familles, ne peut être sacrifiée sur l'autel de l'économie, et ce, quels que soient la situation et le prétexte invoqué. Les déclarations de C. Morançais sur la reprise économique sont à ce titre de véritables provocations. Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, la remise en cause des jours fériés, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail... constituent des entorses au droit du travail que ne saurait justifier la crise sanitaire. Elles doivent cesser, car elles sont illégitimes et inacceptables pour les salarié.es.

Cette crise sanitaire, qui peut malheureusement perdurer, a remis en lumière la nécessité d'avoir des services publics efficaces, capables de répondre aux besoins de l'ensemble de la population et qui ne soient pas sacrifiés par des politiques de restructurations et de suppressions de moyens et missions au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste mondialisé !

Cela passe, entre autres, par une réorientation de notre système de santé publique et un plan d'investissement massif pour l'hôpital, dont la nationalisation doit être débattue. Il doit pouvoir disposer de vrais moyens humains, matériels, et financiers pour garantir un système de protection sociale solidaire et universel.

Cela passe aussi par un plan d'urgence pour l'école. Plan d'abord à court terme pour la rentrée de septembre qui suppose un effort conséquent sur les moyens des établissements à travers le vote d'un collectif budgétaire, mais aussi nécessité d'envisager tous les aménagements des programmes pour répondre aux conséquences scolaires et sociales du confinement.

La FSU demande ensuite que les moyens pour le service public d'éducation soient restaurés et préservés afin de répondre aux enjeux éducatifs de notre société, en particulier celui d'une réelle réduction des inégalités scolaires et sociales, révélées de manière tellement criante par la pandémie que nous vivons.

Nous déplorons qu'elle n'ait pas été entendue et nous rappelons ici notre exigence, on ne peut plus légitime dans la circonstance, d'un moratoire sur les suppressions de postes, les suppressions de classes et les réductions des moyens (DHG-DGH).

Pour répondre aux nouvelles modalités de fonctionnement de l'école que nous impose la crise sanitaire dès aujourd'hui, mais sans doute à plus long terme (petits effectifs, protocole sanitaire...), c'est à un recrutement massif de personnels auquel il faut s'attaquer. Nous avons besoin de plus d'enseignant.es, de plus de personnel d'encadrement (ATSEM). Nous avons besoin de rétablir et d'améliorer les dispositifs que constituent les RASED et les PDMQDC. Il faut faire une vraie place à l'accompagnement du handicap et donner un vrai statut et des salaires dignes aux AESH qui le réalisent dans des conditions souvent très

difficiles. Il faut reconsidérer la place de la médecine scolaire et engager un plan de recrutement de médecins scolaires, d'infirmier.es et de psychologues au service des élèves et des personnels.

Au sein de notre système éducatif, la formation professionnelle est un enjeu majeur. Avec la crise économique qui s'annonce, l'apprentissage, étroitement lié à la santé économique des entreprises, ne pourra pas répondre aux objectifs de la loi sur « la liberté de choisir son avenir professionnel » que la FSU continue par ailleurs de contester sur le fond. Seuls les lycées professionnels publics et agricoles seront capables d'accueillir les jeunes pour leurs formations. Ils forment à des métiers qui, pour beaucoup, sont en première ligne en cette période (hôtesse de caisse, aide et service à la personne, routier. es, ouvrier.es de production, agent.es administratif-ves...). La nécessité de repenser et renforcer, dès maintenant, les formations qui mènent à ces métiers est indispensable.

Or les ministres de l'EN, de l'Agriculture, comme la ministre du Travail persistent à mettre en œuvre leurs réformes « d'hier » sans prendre en compte la réalité présente ni la crise économique à venir.

Pour la FSU, de manière générale, la situation exigerait un arrêt de l'ensemble des réformes qui ont été imposées au service public d'éducation (réforme du bac, du lycée....)

Dans un autre domaine, il va falloir également penser à la nécessité de réorganiser, de rénover, d'équiper l'ensemble des bâtiments scolaires à partir des nouvelles normes sanitaires issues de la crise. Nous gageons que les investissements financiers qui devront être engagés pour cela par les collectivités seront regardés avec autant d'intérêt que ceux portés au soutien des entreprises.

La crise sanitaire que nous traversons, comme celles économiques et sociales qui s'annoncent, ouvrent des choix de société majeurs. Pour la FSU, il faut en finir avec la destruction des services publics engagée depuis plus de 30 ans avec les politiques d'austérité. Il faut au contraire développer, élargir leurs missions et garantir leur place au service des besoins les plus essentiels et de l'intérêt général.

